



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article989>

# CR : l'inconscience au pouvoir

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Communiqués, déclarations ... -



Date de mise en ligne : mercredi 24 septembre 2008

---

Union des Forces de Progrès

---

### **La Mauritanie va de mal en pis. Sa déconfiture requiert un remède radical.**

#### **A/ Le constat**

1. Le 15 septembre 2008, aux aurores, alors que se précise le rejet du coup d'état du 6 août par la communauté internationale, une attaque, attribuée à la mouvance salafiste, se solde par la disparition de 10 soldats, d'un officier et d'un guide civil, tous mauritaniens.

L'unité se déplaçait, de nuit, sur un parcours inhabituel ; l'ensemble des circonstances de l'opération révèle des irrégularités qui exposent, au doute, la thèse d'une opération spontanée de la branche Maghreb d'Al Qaïda.

2. L'intransigeance des auteurs du putsch devant les instances et avertissements extérieurs viennent d'aboutir à l'impasse. La junte du Haut Conseil d'Etat et ses parlementaires se murent dans le refus de toutes les formules de règlement consensuel de la crise. Ils semblent douter de la crédibilité des pressions et misent ouvertement sur la lassitude des partenaires, non sans tenter, par des promesses d'accords et de facilités économiques, de miner la détermination des puissances réfractaires au fait accompli du 6 août. Dans cette tentative, ils escomptent, surtout le soutien du Maroc mais aussi de l'Espagne, membre de l'Union Européenne dont de nombreux bateaux de pêche écument les eaux de la Mauritanie.

3. Sur le fond du litige, les nouvelles autorités résistent à l'exigence de 3 concessions majeures ; ainsi s'opposent-elles à :

- ▶ L'inéligibilité des militaires en activité au 6 août, sans quoi l'influence de l'armée risque de compromettre le projet de restauration démocratique et réduirait tout vote au plébiscite des maîtres du jour ;
- ▶ La conduite des élections par un gouvernement de large compromis, hors de toute influence du Haut Conseil d'Etat ;
- ▶ L'implication du Président détenu Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdellahi en sa qualité de protagoniste de la solution envisagée ;
- ▶ L'engagement à s'auto dissoudre au terme des négociations réussies pour un retour consensuel à la légalité.

#### **B/ La perspective**

#### **Compte tenu de ce constat d'impasse aujourd'hui certifiée, CR :**

1. **Dénonce** la tuerie de Tourine et réclame, pour les familles des victimes ainsi que l'honneur des forces armées et de sécurité, une enquête indépendante sur la chaîne de commandement et d'actes ayant précédé la découverte des corps décapités.

2. **Encourage les sanctions** - y compris individuelles - contre les représentants de l'état mauritanien, en réaction au

dessein d'imposer une transition unilatérale, sous l'égide d'un groupe d'officiers supérieurs dont de présumés tortionnaires ; CR se fonde, ici, sur son ancrage universaliste qui subordonne l'intérêt national à l'impératif de l'équité ; le patriotisme, c'est d'abord la justice, s'il le faut contre soi.

**3. Engage les forces politiques**, notamment les parlementaires et même les membres de l'actuel gouvernement, à prendre, sans tarder, leur distances du Haut Conseil d'Etat, avant que le pays ne sombre dans l'isolement imposé et le repli sur soi, tous vecteurs de dogmatisme et de violence ;

**4. Appelle** à une démission négociée de Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdellahi, afin de permettre une sortie de crise sans humiliation et dans le cadre de l'intérim constitutionnel, par le Président du Sénat avec le concours d'un gouvernement d'union nationale ; un accord sous les auspices de l'Union Africaine consacrerait le compromis. Le destin de la Mauritanie ne se limite pas à l'alternative « restauration de la gabegie » ou « prime à la force ».

Conscience et Résistance Le 24 septembre 2008